



Seize mesures pour la santé sexuelle



Parmi les mesures retenues figurent des offres de formation en matière de santé et droits sexuels destinée aux professionnels de la santé, de l'éducation, de l'enseignement, du social ou encore de la justice. PHOTO PRÉTEXTE ARCH – J.-B. MOREL



«La santé sexuelle est un thème transversal, qui concerne tout le monde, de la naissance à la fin de vie, sans discrimination aucune.» **PHILIPPE DEMIERRE**



MAGALIE GOUMAZ

L'Etat de Fribourg a dévoilé hier sa stratégie pour la santé sexuelle destinée à toute la population.

SOCIÉTÉ. Identité de genre, grossesse, contraception, violences sexuelles, VIH: les questions de santé sexuelle méritent une vision d'ensemble des prestations et une meilleure coordination cantonale. C'est chose faite avec, en plus, l'élaboration d'une stratégie cantonale, assortie de seize mesures, adoptée par le Conseil d'Etat et présentée hier en conférence de presse.

Avant d'élaborer le document, la Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS) a fait un état des lieux auprès de 34 associations, services et partenaires actifs dans ce domaine. Le cercle s'est encore élargi aux professionnels sur le terrain afin de prioriser les thèmes et les actions. L'absence d'un concept global a été fréquemment citée alors que les intervenants font face à des situations toujours plus complexes. La demande est également en augmentation.

«Plus grande visibilité»

Lancé par Anne-Claude Demierre, ce vaste chantier a été repris par son successeur, Philippe Demierre, qui a souligné, hier, la pertinence de se doter

de cette stratégie, afin d'agir au plus près des besoins de la population et de s'adapter à l'évolution de la société. «Il y a une plus grande visibilité des minorités sexuelles, internet et les réseaux sociaux influencent les comportements, les mentalités changent avec l'acceptation récente du mariage pour tous.» Mais le conseiller d'Etat insiste: «La santé sexuelle est un thème transversal, qui concerne tout le monde, de la naissance à la fin de vie, sans discrimination aucune.»

Parmi les seize mesures retenues figurent des offres de formation en matière de santé et droits sexuels destinée aux professionnels de la santé, de l'éducation, de l'enseignement, du social ou encore de la justice. Ils s'agira également d'améliorer la prise en charge globale des différentes populations aux besoins spécifiques. Cheffe de projet, Vanessa Michel cite les personnes en situation de handicap ou issues de la migration.

Elle note par ailleurs qu'il y a toujours plus de demandes de soutien d'enfants ou de jeunes adultes impliqués ou témoins de violences sexuelles. Une autre mesure consiste à développer l'offre en conseils sexologiques à toute personne dans le besoin, ceci sous l'égide du Centre fribourgeois de santé sexuelle (CFSS). Médecin cantonal, Thomas Plattner rappelle pour sa part l'importance

de la prévention, car si les cas de VIH sont stables à Fribourg, d'autres maladies sexuellement transmissibles progressent.

La stratégie entend également répondre aux besoins spécifiques des personnes LGBTIQ+ (lesbiennes, gays, bisexuelles, personnes trans, intersexes, queer). A ce propos, un mandat est confié à Sarigai, actif depuis vingt-cinq ans, pour l'accueil et les soutiens aux personnes concernées directement ou indirectement par les questions liées à l'orientation sexuelle et aux questions de genre, ainsi que leur entourage. Philippe Demierre ne se prononce pas sur la chirurgie transgenre, même s'il reconnaît que «le sujet doit être abordé». Pour Thomas Plattner, «les jeunes qui s'interrogent doivent avoir accès à une écoute et des conseils de qualité».

Mais force est de constater que les moyens financiers et en ressources humaines qui seront mis pour appliquer cette stratégie resteront limités. «L'Etat donnera les moyens de faire les choses progressivement», explique Philippe Demierre. En clair, il est prévu d'octroyer 350 000 francs supplémentaires d'ici 2026 afin de renforcer les prestations. Deux postes devraient également être créés. Mais le conseiller d'Etat devra défendre les besoins lors de chaque exercice budgétaire. ■